



This document contains the tables of contents of print and online journal subscriptions published during the last month.

JOURNAL TABLES OF CONTENTS – MARCH 2020	
Aktuelle Juristische Praxis / Pratique Juridique Actuelle : AJP / PJA.....	Vol.29 N.3 (print)
American Journal of International Law: AJIL.....	Vol.114 N.1 (print+online)
Arbitration International.....	Vol.35 N.4 (print+online)
Archiv für die civilistische Praxis.....	Vol.220 N.1 (print+online)
British Journal of Criminology (The).....	Vol.60 N.2 (online)
Deutsche Gerichtsvollzieher Zeitung : DGVZ.....	Vol.135 N.3 (print)
Civil Procedure News.....	N.2 (print)
Columbia Business Law Review.....	N.3 (print+online)
Common Market Law Review.....	Vol.57 N.1 (print+online)
Deutsche Rechtspfleger : Rpfleger (Der).....	Vol.128 N.3 (print)
Entscheidungen zum Wirtschaftsrecht : EWIR.....	Vol.36 N.4 / N.5 (print)
Europäische Zeitschrift für Wirtschaftsrecht : EuZW.....	Vol.31 N.5 / N.6 (print+online)
Europarecht : EuR.....	Vol.55 N.1 (print+online)
Expertises droit, technologies & prospectives.....	N.455 (print+online)
Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur.....	N.404 (print+online)
German Law Journal.....	Vol.21 N.S-1 (online)
Global Arbitration Review.....	Vol.14 N.6 (print+online)
Legal Studies.....	Vol.40 N.1 (online)
Industrial Law Journal.....	Vol.49 N.1 (online)
International Criminal Law Review.....	Vol.20 N.1 (print+online)
International Journal of Procedural Law.....	Vol.9 N.2 (print)
International Journal of Transitional Justice.....	Vol.14 N.1 (online)
International Legal Materials.....	Vol.59 N.1 (online)
Journal des tribunaux.....	N.6801 / N.6802 / N.6803 / N.6804 (print+online)
Journal des tribunaux Luxembourg.....	Vol.12 N.67 (print)
Journal du droit international.....	N.1 (print+online)
Journal européen des droits de l'homme.....	N.5 (print)
Journal of European Competition Law & Practice.....	Vol.10 N.10 (online)
Journal of Intellectual Property Law & Practice.....	Vol.15 N.2 (online)
Journal of Policy and Practice.....	Vol.14 N.1 (online)
Juristen Zeitung : JZ.....	Vol.75 N.5 / N.6 (print+online)
Juristische Blätter.....	Vol.142 N.2 (print)
Leiden Journal of International Law.....	Vol.33 N.1 (print+online)
Neue Juristische Wochenschrift : NJW.....	Vol.73 N.10 / N.11 / N.12 / N.13 / N.14 (print+online)
NYU Journal of Law & Business.....	Vol.16 N.1 (print+online)
NYU Journal of Law & Liberty.....	Vol.13 N.1 (print+online)
Oxford Journal of Legal Studies.....	Vol.40 N.1 (online)



Max Planck Institute
LUXEMBOURG
for Procedural Law

Pasicrisie Luxembourgeoise.....	Vol.39 N.4 (print)
Praxis des Internationalen Privat- und Verfahrensrechts : IPRa.....	Vol.40 N.2 (print+online)
Recht der Internationalen Wirtschaft: RIW.....	Vol.66 N.3 (online+print)
Revista Española de Derecho Internacional.....	Vol.72 N.1 (print)
Revue critique de droit international privé.....	N.4 (print+online)
Revue de l'arbitrage.....	N.4 (print+soon online)
Revue des sociétés.....	N.2 / N.3 (print+online)
Revue pratique du recouvrement (La).....	N.3 (print)
Rivista di diritto processuale.....	Vol.74 N.6 (print+online)
Statute Law Review.....	Vol.41 N.1 (online)
Swiss Review of International and European Law.....	Vol.30 N.1 (print)
Transnational Environmental Law.....	Vol.9 N.1 (online)
Trusts & Trustees.....	Vol.26 N.2 (online)
Wirtschaftsrechtliche Blätter : WBL.....	Vol.34 N.1 (print)
Zeitschrift für das gesamte Familienrecht : FamRZ.....	Vol.67 N.5 / N.6 (print)
Zeitschrift für das gesamte Insolvenz- und Sanierungsrecht : ZInsO.....	Vol.23 N.10 / N.11 / N.12 (print)
Zeitschrift für Unternehmens- und Gesellschaftsrecht : ZGR.....	Vol.49 N.1 (print+online)
Zeitschrift für Insolvenzrecht : KTS.....	Vol.81 N.1 (print)
Zeitschrift für Sport und Recht : SpuRt.....	Vol.27 N.2 (print)
Zeitschrift für Wirtschaftsrecht : ZIP.....	Vol.41 N.9 / N.10 / N.11 / N.12 (print+online)
Zeitschrift für Zivilprozess : ZZP.....	Vol.133 N.1 (print)
MPI LUXEMBOURG LIBRARY: E-mail: library@mpi.lu / Tel.: +352 269488 (ext. 840)	

CIVIL PROCEDURE NEWS

Issue 2/2020 11 February 2020

CONTENTS

Recent cases

Pre-Action Protocol Update

Guidance Note – Appointment of Administrators

The County Court Legal Advisers Pilot Scheme – Final Charging Orders – Guidance

Guidance on Joinder



[GO BACK](#)

Doctrines

La montée en puissance de la répression administrative : recul ou progrès d'une société ?, par I. de la Serna 77

Vie du droit

L'arrestation immédiate est désormais possible en cas de risque de récidive, par A. Leroy 81

Jurisprudence

■ Détention préventive - Requête de mise en liberté - Envoi de la requête par fax au greffe - Conditions de validité - Signature

Cass., 2^e ch., 3 septembre 2019 82

■ Détention préventive - Requête de mise en liberté - Envoi de la requête par fax au greffe - Date de réception (article 52, alinéa 2, C. jud.)

Cass., 2^e ch., 26 novembre 2019, observations de M. Regout 82

■ Disposition d'ordre public - Article 24, § 3, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la Constitution - Enseignement secondaire - Exception à la gratuité

J.P. Namur, 2^e cant., 29 octobre 2019 . 85

Chronique

Le droit de savoir - Parallèlement - La vie du palais - Bibliographie.

Bureau de dépôt : Louvain 1
Hebdomadaire, sauf juillet et août
ISSN 0021-812X
P301031

Journal des tribunaux

<http://jt.larcier.be>
1^{er} février 2020 - 139^e année
5 - N^o 6801
Georges-Albert Dal, rédacteur en chef

Doctrines

La montée en puissance de la répression administrative : recul ou progrès d'une société ?¹

Ces dernières années ont vu apparaître un développement de la police administrative et des sanctions administratives. Ainsi l'accroissement des pouvoirs du bourgmestre en vingt ans a été spectaculaire, répondant à un besoin de sécurité toujours plus pressant qui s'accommode mal de la rigueur du droit pénal et de la lourdeur de la procédure pénale. Dans le même temps, la société devient de plus en plus réglementée dans tous les domaines. Le droit pénal ne pouvant tout embrasser, les sanctions administratives ont le vent en poupe. Le droit de punir n'est plus l'apanage du pouvoir judiciaire. Faut-il considérer cette montée en puissance du pouvoir administratif comme un recul de civilisation ?

L'année 2018 a vu naître le mouvement des *gilets jaunes* en France. Ce mouvement social de protestation spontanée trouve son origine dans la diffusion via les réseaux sociaux d'appels à manifester contre la « taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques » (TICPE)². Cette taxe intègre une composante carbone dont l'augmentation a pour effet de provoquer une hausse sensible du prix des carburants à la pompe. Au fil du temps, les revendications se sont étendues à de multiples points allant d'une revalorisation des droits sociaux et notamment du montant des pensions, à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne et à la démission du président de la République etc.

En France, les gilets jaunes se sont tout d'abord manifestés relativement pacifiquement par leur présence sur les ronds-points et la distribution de tracts. La situation s'est ensuite quelque peu tendue par le blocage des ronds-points et surtout par des manifestations les samedis dans les grandes villes. Certaines de ces manifestations ont dégénéré et nous avons tous en mémoire les violences commises entre autres sur les Champs-Élysées à Paris, les scènes de pillage avec une véritable guérilla urbaine entre manifestants et forces de l'ordre, les barrages et des voitures en feu.

En Belgique, le 16 novembre 2018, des gilets jaunes ont bloqué l'accès de camions à divers sites dont la raffinerie Total à Feluy en Hainaut. C'est ainsi que la police fut amenée à fermer l'autoroute E19 entre Arquennes et Familleureux pour la soirée et une partie de la nuit. L'idée était d'empêcher les manifestants de se rassembler devant le site de la raffinerie. Dans la nuit du 21 au 22 novembre 2018, il y eut 39 interpellations. Le 8 décembre 2018, à la suite d'une importante manifestation à Bruxelles, 450 personnes furent arrêtées administrativement, dont 10 firent l'objet d'une arrestation judiciaire.

Ce qui frappe toujours à l'annonce de ces chiffres, c'est la différence et je dirais même le gouffre qu'il peut y avoir entre le nombre d'arrestations administratives et judiciaires. Les premières sont toujours beaucoup plus nombreuses et c'est souvent l'incompréhension qui s'ensuit. Parmi les personnes arrêtées, très peu ont été déférées devant le juge d'instruction et bien souvent ce dernier n'a pas délivré de mandat d'arrêt.

Cette différence entre la quantité d'arrestations administratives et judiciaires peut s'expliquer par la différence fondamentale qui existe entre les deux polices.

(1) Discours prononcé par le procureur général Ignacio de la Serna à l'occasion de la rentrée solennelle de la cour d'appel de Mons, le 2 septembre 2019.

(2) https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Gilets_jaunes.



LA COHABITATION DE FAIT

Jean-Emmanuel Beernaert, David Blondeel, André Culot, Alexandra Demortier, Patrick Gielen, Frédéric Lalière, Viviane Lèbe-Dessard, Michaël Mallien, Clémence Masil, Candice Rousseau, Arnaud Soors, Jean-François Taymans, Louise Taymans, Jean-Louis Van Boxstael, Patrick Wéry

Sous la coordination de :
Jean-François Taymans

La cohabitation hors mariage a fortement évolué ces dernières années. Cet ouvrage contient un exposé détaillé et complet de la cohabitation de fait.

> Tirés à part du Répertoire Notarial
274 p. • 185,00 € • Édition 2020

www.larcier.com

orders@larcier.com
Lefebvre Sarrut Belgium s.a.
Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 0800/39 067 - Fax 0800/39 068

Doctrines

Contrat de franchise et contrat de bail commercial : une difficile cohabitation, par P. Demolin 93

Le point sur...

La perte de la personnalité juridique de la personne morale et ses conséquences sur l'exercice des poursuites pénales, par R. Marchetti 98

Jurisprudence

■ Procédure pénale - Appel sur griefs - Indication des griefs - Saisine de la juridiction d'appel - Limitation de la saisine - Moyens d'ordre public - Culpabilité non contestée - Pouvoir du juge d'appel

Cour const., 20 novembre 2019, observations de O. Michiels 101

■ Droit judiciaire - Récusation - Suspicion légitime (article 828, 1^o, C. jud.) - Décision du juge d'appel relative à la constitution d'une garantie - Motivation Cass., 1^{re} ch., 6 septembre 2019, observations de A. Hoc 107

Chronique

Bibliographie - Parallèlement - Coups de règle.

Bureau de dépôt : Louvain 1
Hebdomadaire, sauf juillet et août
ISSN 0021-812X
P301031

Journal des tribunaux

http://jt.larcier.be
8 février 2020 - 139^e année
6 - N^o 6802
Georges-Albert Dal, rédacteur en chef

Doctrines

Contrat de franchise et contrat de bail commercial : une difficile cohabitation

Une modification importante de la loi sur les baux commerciaux est intervenue le 18 octobre 2018. De manière étonnante, cette modification, applicable en Région wallonne, est actuellement méconnue de beaucoup de praticiens du contrat de franchise. Le présent article a pour objet d'éclairer les juristes concernés par cette matière du droit.

1 La modification de l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux

L'accord institutionnel sur la sixième réforme de l'État intitulé « Un État fédéral plus efficace et des entités plus autonomes », intervenu le 1^{er} décembre 2011, prévoit une importante réforme de l'État, qui est réalisée en plusieurs parties. Cette réforme de l'État belge concerne le transfert de compétences de l'État fédéral vers les communautés et régions. Ce transfert se traduit par une longue liste de matières parmi lesquelles les baux commerciaux.

Et voici que, sans crier gare, des dispositions extrêmement importantes pour les franchiseurs et les franchisés ont été adoptées en Région wallonne par l'article 23 du décret-programme du 17 juillet 2018 applicable depuis le 18 octobre 2018. Le texte qui a été adopté et qui est inséré dans la partie du Code civil consacrée aux dispositions relatives aux baux commerciaux est le suivant :

« Section 7. — Modification de la loi du 30 avril 1951, reprise au livre III, titre VIII, chapitre II, section 2^{bis} du Code civil.

» L'article 1^{er} est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

» § 2. La présente section s'applique également intégralement aux baux conclus dans le cadre d'un contrat de partenariat commercial tel que défini à l'article I.11, 2^o, du Code de droit économique du 28 février 2013.

» § 3. Toute clause destinant exclusivement les lieux loués à l'exploitation d'une enseigne déterminée est réputée non écrite ».

Ces nouvelles règles applicables uniquement en Région wallonne sont un exemple de l'évolution de la législation sur les baux qui se fait actuellement différemment en Région wallonne, en Région flamande et en Région bruxelloise sur base d'un socle de règles figurant dans le Code civil qui s'appliquent toujours à l'ensemble du pays. Cela ne facilite pas le travail des juristes et il faut prévoir que cette nouvelle situation résultant de la sixième réforme de l'État réservera des surprises désagréables aux entreprises concernées par la conclusion de baux qui n'adapteraient pas leurs pratiques à l'évolution de notre droit. Parmi ces entreprises, figurent en première ligne certains franchiseurs qui ont l'habitude de lier le contrat de franchise au contrat de bail qu'ils proposent à leurs franchisés.

2 La définition du contrat de partenariat commercial tel que défini à l'article I.11, 2^o, du Code de droit économique du 28 février 2013

L'article I.11, 2^o, du CDE est libellé comme suit : l'accord de partenariat commercial est un « accord conclu entre plusieurs personnes, par lequel une de ces personnes octroie à l'autre le droit, d'utiliser lors de la vente de produits ou de la fourniture de services, une formule commerciale sous une ou plusieurs des formes suivantes :

- » — une enseigne commune ;
- » — un nom commercial commun ;



LES CLAUSES DE NON-CONCURRENCE EN DROIT DU TRAVAIL ET EN DROIT ÉCONOMIQUE 75 questions-réponses

Astrid Caporali, Quentin Silvestre

Au-delà des pièges à éviter, cet ouvrage aborde les principes généraux qui régissent les clauses de non-concurrence.

> Questions-Réponses
292 p. • 75,00 € • Edition 2020

www.larcier.com

orders@larcier.com
Lefebvre Sarrut Belgium s.a.
Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 0800/39 067 • Fax 0800/39 068

Doctrine

Les implantations commerciales en Région wallonne au regard de la directive « services » : des considérations économiques sont-elles encore possibles ? - Commentaire de l'arrêt C.J.U.E., 30 janvier 2018, *Visser Vastgoed Beleggingen*, C-31/16 113, par A. Zians 113

Jurisprudence

■ Services dans le marché intérieur - Directive 2006/123/CE - Champ d'application - Exclusion des services et des réseaux de communications électroniques - Notion de « service » - Commerce de détail de produits - Liberté d'établissement des prestataires - Applicabilité dans des situations purement internes - Exigences à évaluer - Limite territoriale - Plan d'occupation des sols interdisant l'activité de commerce de détail de produits non volumineux dans des zones géographiques situées en dehors du centre-ville - Protection de l'environnement urbain - Autorisation de réseaux et de services de communications électroniques - Directive 2002/20/CE - Charges pécuniaires liées aux droits de mettre en place des ressources destinées à un réseau public de communications électroniques C.J.U.E., 30 janvier 2018, note 118

■ Cour constitutionnelle - Exemption du précompte immobilier - Région de Bruxelles-Capitale - Cultes reconnus - Égalité et non-discrimination - Liberté des cultes - Rejet du recours en annulation C. const., 14 novembre 2019, observations de S. Wattier et R. Mertens 119

■ Procédure pénale - Code d'instruction criminelle - Articles 442bis et suivants - Réouverture de la procédure - Déclaration unilatérale du gouvernement belge reconnaissant l'existence d'une violation de la Convention européenne des droits de l'homme (article 37, § 1^{er}, c, de la Convention) - Décision de radiation du rôle - Principe de la séparation des pouvoirs - Interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme donnée par l'administration - Autorité à l'égard du Pouvoir judiciaire - Non - Convention européenne des droits de l'homme - Article 6 - Droit d'accès à un tribunal - Limitations - Recevabilité du pourvoi - Code d'instruction criminelle - Article 425, § 1^{er}, alinéa 2 - Attestation de formation de procédure en cassation Cass., 7 novembre 2018, observations de C. Jadot 123

■ I. Avocat - Honoraires - Recouvrement - Action en justice - Prescription - Point de départ - Fin de la mission de l'avocat ou date du décès du client - II. Avocat - Honoraires - Renonciation expresse ou tacite (non) - III. Abus de droit - Critère - Sanction admissible et proportionnée - IV. Avocat - Honoraires - Contestation - Portée de l'avis du conseil de l'Ordre Liège, 12^e ch. B, 10 décembre 2018 .. 127

Chronique

Échos - Bibliographie - Parallèlement - Coups de règle - Communiqués - Dates renouées.

Bureau de dépôt : Louvain 1
Hebdomadaire, sauf juillet et août
ISSN 0021-812X
P301031

Journal des tribunaux

http://jt.larcier.be
15 février 2020 - 139^e année
7 - N° 6803
Georges-Albert Dal, rédacteur en chef

Doctrine

Les implantations commerciales en Région wallonne au regard de la directive « services » : des considérations économiques sont-elles encore possibles ?

Commentaire de l'arrêt C.J.U.E., 30 janvier 2018, *Visser Vastgoed Beleggingen*, C-31/16*

Étant donné que le droit des implantations commerciales fait intervenir des considérations de nature économique relatives, par exemple, à l'opportunité du lieu d'implantation choisi par l'un ou l'autre établissement de commerce de détail, la question de la compatibilité de ce droit avec la liberté d'établissement consacrée par le droit de l'Union européenne est récurrente. L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 30 janvier 2018 dans l'affaire *Visser Vastgoed Beleggingen* nous offre l'occasion d'analyser, dans la présente contribution, les points d'articulation entre la directive « services » et le décret wallon du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

Introduction

En Belgique, la police des implantations commerciales a pris naissance avec la loi du 13 janvier 1937 interdisant, sans autorisation du ministre des Affaires économiques, l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de commerce de détail. Longue de quatre articles, cette première loi dite « de cadenas » avait pour objectif de mettre fin à la prolifération des centres commerciaux et de protéger le petit commerce. D'abord applicable pour quelques mois¹, elle fut prolongée à onze reprises avant d'être finalement abrogée par une loi du 12 mai 1948, à son tour remplacée par une loi du 3 mars 1954 relative à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail. À l'expiration de cette dernière loi en 1959, un accord fut passé entre le gouvernement et le secteur des grandes entreprises de distribution, accord qui prévoyait un dernier moratoire jusqu'au 1^{er} janvier 1961². Ce n'est que le 29 juin 1975 qu'une nouvelle législation encadrant les implantations commerciales³ fut adoptée. Elle fut remplacée par la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales⁴, puis, après la régionalisation de la matière, par le décret wallon du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales⁵ (ci-après « le décret wallon »).

Parallèlement, la question de la compatibilité des autorisations en matière d'exploitation de commerces de détail avec le droit du marché intérieur a été très tôt déferée à la Cour de justice de l'Union européenne par nos voisins, qui connaissent un système comparable au nôtre⁶. La Cour

(*) Publié ci-après, p. 118.

(1) Article 4 de la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente au détail, *M.B.*, 17 janvier 1937.

(2) Pour un historique plus détaillé, voy. notamment A.-S. BOUVY, « Implantations commerciales » in *Dictionnaire de la sixième réforme de l'État*, Bruxelles, Larcier, 2015, pp. 481-493 ; « Les grands magasins et la loi de cadenas », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 11, n° 11, 1959, pp. 7-16.

(3) Loi du 29 juin 1975 régissant les implantations commerciales, *M.B.*, 1^{er} juillet 1975, p. 8215.

(4) Loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, dite « loi Ikea », *M.B.*, 5 octobre 2004, p. 70159 ; N. VAN DAMME, « La loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales : le renouveau d'une législation en déclin ? », *Ann. dr. Liège*, 2005, pp. 221-224.

(5) Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, *M.B.*, 18 février 2015, p. 13463 ; B. PAQUES, « Le décret relatif aux implantations commerciales », *Pli jur.*, 2015, pp. 21-33.

(6) France : C.J.C.E., 8 décembre 1987, *ministère public/Gauchard*, aff. 20/87, EU:C:1987:532 et C.J.C.E.,

Doctrines

L'extension de la recherche dans un système informatique : du droit belge à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, par M. Corhay 133

Jurisprudence

■ Droit international privé - Succession - Résidence habituelle du défunt - Artiste français partagé entre la France et la Californie - Vie professionnelle étroitement liée à la scène française - Dernière résidence habituelle en France

Trib. gr. inst. Nanterre, pôle famille, 3^e sect., patrimoine de la famille, 28 mai 2019, observations de D. Sterckx 142

■ Indemnité de procédure - Lien d'instance - Plusieurs parties assistées par un même avocat - Partage
Cass., 2^e ch., 16 octobre 2019 150

Chronique

Thémis et les muses - Bibliographie

Bureau de dépôt : Louvain 1
Hebdomadaire, sauf juillet et août
ISSN 0021-812X
P301031

Journal des tribunaux

http://ft.larcier.be
22 février 2020 - 139^e année
8 - N^o 6804
Georges-Albert Dal, rédacteur en chef

Doctrines

L'extension de la recherche dans un système informatique : du droit belge à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité

Dans une société largement numérisée, la question des preuves numériques en matière pénale se pose avec une acuité croissante. Tant en droit national qu'eupéen, les législateurs se sont penchés sur ce problème depuis plusieurs décennies. Cette contribution s'intéresse d'abord à l'extension de la recherche dans un système informatique à partir de l'examen du parcours de l'article 88ter du Code d'instruction criminelle, déjà plusieurs fois remis sur le métier. Elle analyse ensuite l'article 32, b, de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et se poursuit par la comparaison du droit national avec le droit international. L'auteur développe enfin quelques considérations sur la complexité de l'accès transfrontière aux données informatiques, en particulier au regard de la souveraineté des États et du principe de territorialité.

Introduction

De nos jours, nombre d'enquêtes pénales ne peuvent plus se passer de l'aspect numérique des preuves. Ces preuves se trouvent dans les systèmes informatiques (tels que les *smartphones* et ordinateurs) ainsi que dans le cyberspace (comme sur les réseaux sociaux, messageries électroniques et l'informatique en nuage). Au cours des dernières décennies, les législateurs nationaux et européen se sont attelés à adapter les mesures d'enquête à ces développements technologiques, afin que les autorités répressives disposent de moyens appropriés à la collecte de preuves dans les systèmes informatiques et le cyberspace. Ces adaptations ne se sont pas effectuées sans encombre. Cet article a pour objectif de faire le point sur une mesure d'enquête en particulier, à savoir l'extension de la recherche dans un système informatique. Cette mesure permet, au départ d'un système informatique déterminé tel qu'un ordinateur, d'accéder à des données informatiques situées dans un autre lieu physique, par exemple une messagerie électronique. L'extension de la recherche dans un système informatique, qui est aujourd'hui régie par l'article 88ter du Code d'instruction criminelle, a été modifiée à plusieurs reprises. La première partie de cet article s'attachera à détailler le parcours de cette mesure au sein de l'ordre juridique belge. La deuxième partie sera consacrée au pendant international de l'extension de la recherche dans un système informatique tel que défini à l'article 32, b, de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité. Cette disposition fait appel à différents concepts — tels que l'accès transfrontière, le consentement légal et volontaire, la personne légalement autorisée — qui devront être examinés. Enfin, la troisième et dernière partie établira une comparaison entre la norme belge et la norme internationale afin de mettre en évidence leurs différences. On constatera que la norme belge permet un accès transfrontière aux données informatiques dans des situations qui ne sont pas couvertes par la norme internationale et, ce faisant, porte potentiellement atteinte à la souveraineté des États. Enfin, étant donné que la Belgique n'est pas le seul État à dépasser le cadre établi par la norme internationale, on s'interrogera sur l'état actuel du droit international en matière d'accès transfrontière aux données informatiques.



LIQUIDATION-PARTAGE

Nicolas Gendrin, Dima Karadsheh
Préface de : Yves-Henri Leleu

Après plus de sept années d'application de la loi du 13 août 2011 réformant la procédure de liquidation-partage, l'ouvrage s'arrête sur les difficultés procédurales auxquelles les praticiens sont régulièrement confrontés.

> Répertoire pratique du droit belge
448 p. • 110,00 € • Édition 2020

DROIT DES PERSONNES
ET DES FAMILLES

Yves-Henri Leleu

Cette édition contient un exposé complet du droit des personnes et des familles. Elle intègre toutes les lois et la jurisprudence et constitue un outil incontournable pour le praticien.

> Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège
888 p. • 210,00 € • Édition 2020

www.larcier.com

orders@larcier.com
Lefebvre Sarrut Belgium s.a.
Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 0800/39 067 - Fax 0800/39 068

JOURNAL EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME

EUROPEAN JOURNAL OF HUMAN RIGHTS

n° 5 | février 2020

Rédacteur en chef | Editor in chief

Olivier De Schutter

311 ARTICLE

- Le rôle de l'Union européenne dans la garantie de l'accès à un logement abordable et dans la lutte contre la ségrégation urbaine et la gentrification : comment aller plus loin 311
- Les discriminations intersectionnelles à la croisée des chemins : regard pratique sur le système antidiscriminatoire des organes conventionnels des Nations Unies 335

366 CHRONIQUE

- Vie privée et familiale 366

387 ACTUALITÉS

311 ARTICLE

- The European Union Role in Ensuring Access to Affordable Housing and in Fighting Against Urban Segregation and Gentrification: Moving Forward 311
- Intersectional Discriminations at a Crossroads: A Practical View on the Anti-Discrimination System of the United Nations Treaty Bodies 335

366 COLUMN

- Private and Family Life 366

387 NEWS

BRUYLANT



Sommaire / Table of Contents

Articles

The European Union Role in Ensuring Access to Affordable Housing and in Fighting Against Urban Segregation and Gentrification: Moving Forward

311

Le rôle de l'Union européenne dans la garantie de l'accès à un logement abordable et dans la lutte contre la ségrégation urbaine et la gentrification : comment aller plus loin

JULI PONCE SOLÉ

311

Les discriminations intersectionnelles à la croisée des chemins : regard pratique sur le système antidiscriminatoire des organes conventionnels des Nations Unies

Intersectional Discriminations at a Crossroads: A Practical View on the Anti-Discrimination System of the United Nations Treaty Bodies

ASSAL SHARIFRAZI

335

Chronique / Column

Vie privée et familiale

366

Private and Family Life

HUGUES FULCHIRON

366

Actualités / News

387

Journal

des tribunaux

Luxembourg

Marc Thewes,
rédacteur en chef

Doctrine

Le principe de sécurité juridique au Luxembourg : la constitutionnalisation d'un concept aux contours flous
C. Sauer 1

L'exécution des décisions luxembourgeoises en Principauté de Monaco
M. Wietzorek 16

Jurisprudence

Facture acceptée. – Présomption irréfragable de l'existence de la créance
Cour de cassation, 24 janvier 2019 18

Procédure civile. – Témoignages reçus en première instance mais non produits dans l'instance d'appel
Cour de cassation, 14 février 2019 18

I. Exécution des arrêts et jugements. – Commandement de payer comportant une éléction de domicile auprès de l'huissier de justice
Cour d'appel, 1^{re} ch., 14 novembre 2018 19

Procédure sur requête unilatérale. – Référé-rétractation
Cour d'appel, 7^e ch., 27 février 2019, note P.K. 22

Référé voie de fait. – Expert-comptable chargé d'établir les comptes annuels d'une société
Cour d'appel, 7^e ch., 20 mars 2019 25

Délai raisonnable. – Matière répressive
Trib. arr. Luxembourg, 16^e ch., 28 février 2019 27

Chronique

Discours. – Communiqués – Dates retenues.

GO BACK

ARCIER

Le principe de sécurité juridique au Luxembourg : la constitutionnalisation d'un concept aux contours flous

1. La fonction principale du « droit » est de régler les rapports interindividuels et collectifs, et particulièrement ceux entre l'État et le particulier. Ces rapports sont infiniment variés dans le détail et dans le temps, ce qui est propre à la coexistence d'individus dans un groupement social¹. Les normes juridiques visent à établir de la certitude et de la prévisibilité dans ces rapports, en vue d'éviter l'arbitraire et le totalitarisme. Cette prévisibilité et cette certitude sont des besoins essentiels sur le plan sociologique, économique et moral de chacun², en ce qu'elles permettent à l'être humain de s'orienter et de mettre en phase son comportement avec le monde externe afin de participer effectivement à la société³.

2. L'on doit cependant constater une inflation des normes juridiques, voire une prolifération des règles et principes de droit⁴. L'ordonnement juridique devient de plus en plus complexe, à tel point que les actes normatifs émis par les différents acteurs nationaux et internationaux risquent de créer des incohérences et des contradictions. Au lieu de sécuriser les rapports sociaux, le droit revêt une complexité redoutable générant des difficultés considérables pour le justiciable de déterminer, de manière sûre et préalable, les normes applicables⁵. Le particulier ne peut pas être certain des conséquences juridiques de ses actes, puisque celles-ci prêtent à l'équivoque et s'avèrent, de ce fait, imprévisibles. Cette évolution du droit contemporain, qui s'est encore accélérée en raison de l'imbrication continue et croissante des

normes internes et internationales⁶, a renforcé le besoin de certains juristes de lutter contre les insécurités et déséquilibres créés par le droit lui-même. Si les racines théoriques du principe de sécurité juridique remontent loin dans le temps, plus précisément jusqu'en droit romain⁷, ce principe a indubitablement gagné en influence tant dans la littérature juridique que dans les jurisprudences des juges nationaux et internationaux.

3. Les activités du Conseil d'État du Grand-Duché de Luxembourg⁸ témoignent, à titre exemplaire, de ce que la prise d'envergure dudit principe dans l'ordonnement juridique luxembourgeois. Si, dans son rapport annuel d'activités 2009/2010, « seulement » sept oppositions formelles⁹ (sur 96 en total) étaient basées sur l'insécurité juridique, le chiffre annuel des oppositions formelles fondées sur le non-respect du principe de sécurité juridique ne cesse d'augmenter¹⁰. Il ressort de son rappo

6 P. KINSCH, « Le droit commun et l'avenir du droit luxembourgeois », in Institut Grand-Ducal, *Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques*, vol XXI, 2018, p. 50 : « Le législateur est visiblement bordé du fait des obligations internationales du Luxembourg, du fait des besoins inévitables d'organiser l'État sur le plan bureaucratique et d'introduire des réglementations dans des domaines qui intéressent particulièrement les électeurs des secteurs de l'économie ». 7 Les adages hérités de l'ère romaine « plurimae leges, pessima civitas », « corruptissima re publica plurimae leges » (Cf Tacite, *Annales*, *Libro III*, point 27) ou « summum jus, summa injuria » (Cicéron, *De officiis*, I, 10, 33) en témoignent à suffisance. Voir A. CRISTOFARI, « L'exigence de sécurité juridique », in *Recueil Dalloz*, 2009, p. 2814 ; R. KOLB, *op. cit.*, p. 111.

8 Cet organe constitutionnel à fonction consultative est appelé, selon l'article 83bis de la Constitution, « à donner son avis sur les projets de loi et propositions de loi et les amendements qui pourraient y être proposés ». En vertu de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la loi du 16 février 2017 sur l'organisation du Conseil d'État (*Mém.* A n° 592 du 27 février 2017), il vérifie dans son avis si « le projet ou la proposition de loi comporte des dispositions non conformes à la Constitution, aux traités internationaux [...], aux actes juridiques de l'Union européenne ou aux principes généraux du droit ».

9 Dans le système unicaméral du Grand-Duché de Luxembourg, toute loi est soumise à un second vote par la Chambre des députés, les deux votes étant séparés par un intervalle de trois mois. Le Conseil d'État peut cependant décider de se dispenser de ce second vote sous réserve toutefois que le Conseil d'État, siégeant en séance plénière, ait donné son accord. Le Conseil d'État dispose donc d'un « veto suspensif », en matière législative, dont il avertit le législateur en exprimant une « opposition formelle » dans son avis.

10 Selon le rapport 2010/2011, 31 oppositions formelles ont été déposées sur l'insécurité juridique, dans la législature concernée, contre un chiffre baisse légèrement dans le rapport 2011/2012 (24 oppositions formelles), avant d'augmenter à 42 en 2012/2013, à 45 en 2013/2014.

1 R. KOLB, « La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques », in *African Yearbook of International Law*, vol. 10, 2002, p. 103.

2 A.-L. VALEMBOSIS, *La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français*, Paris, 2005, p. 8. Au sujet de l'influence de la sécurité juridique sur le plan économique, cf B. DEFFAINS, C. KESSEDIAN (dir.), *Index de la sécurité juridique*, Rapport pour la Fondation pour le droit continental, mai 2015, www.fondation-droit-continental.org/fr/nos_actions/index-de-la-securite-juridique-isj/, pp. 7 et s.

3 R. ZIPPELIUS, *Rechtssphilosophie*, Munich, 2011, p. 131 ; R. KOLB, *op. cit.*, p. 105.

4 F. GRECH, « Le principe de sécurité juridique dans l'ordre constitutionnel français », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 102, 2015/2, p. 406 ; D. SOULAS DE RUSSEL et P. RAIMBAULT, « Nature et racines du principe de sécurité juridique : une mise au point », *Revue internationale du droit comparé*, n° 1/2003, p. 86, et les références y citées.

5 Une formule célèbre résume cette problématique : « Qui dit inflation, dit dévalorisation : quand le droit bavard, le citoyen ne lui prête plus attention ». Cf J. COSSAULT, *Le droit de la République française*, Paris, 1998, p. 10.

Rédacteur en chef :
Marc Thewes.

Secrétaire de rédaction :
Elisabeth Omes.

Comité de rédaction :
Philippe Bourin, Max
Braun, Nancy Carier,
Sabine Corbisier, Thierry
Loscheit, Pierre Hurt,
Patrick Kinsch, Marie
Larty, Jean-Luc Putz, Alex
Schmitt, Jean-Paul Spang,
Marc Sünnen, Jean-Joseph
Vagner et Armel Waisse.

Tous les envois destinés à la rédaction
peuvent être adressés à Monsieur
Marc Thewes, 13, Bredeewe
rue Large), B.P. 55, L-2010
Luxembourg ou envoyés
par e-mail à l'adresse suivante :
lux@larcier.com.

Tous droits de reproduction,
sous quelque forme que ce soit,
réservés pour tous pays. Les
manuscrits ne sont pas rendus.



Doctrine

Le principe de sécurité juridique au
Luxembourg : la constitutionnalisation
d'un concept aux contours flous,
par **C. Sauer** 1

L'exécution des décisions luxembourgeoises
en Principauté de Monaco,
par **M. Wietzorek** 16

Jurisprudence

Facture acceptée. – Présomption irréfragable
de l'existence de la créance. – Champ
d'application. – Vente uniquement
Cour de cassation, 24 janvier 2019 18

Procédure civile. – Témoignages reçus en
première instance mais non produits dans
l'instance d'appel. – Refus de prise en
compte par la Cour d'appel. – Arrêt rendu
sans rupture du délibéré permettant une
prise de position des parties. – Violation du
droit au procès équitable
Cour de cassation, 14 février 2019 18

I. Exécution des arrêts et jugements. –
Commandement de payer comportant une
élection de domicile auprès de l'huissier de
justice. – Opposition à commandement
signifiée au domicile élu. – Nature et portée de
l'élection de domicile. – Effet limité à l'acte
contenant l'élection de domicile et à ses
suites directes ou indirectes. – Opposition à
commandement constituant un incident de
l'exécution qui se rattache nécessairement
au commandement. – **II. Astreinte.** – Pres-

Sommaire

cription. – Actes interruptifs. – Effet inter-
ruptif limité aux six mois qui précèdent l'acte
interruptif. – **III. Astreinte.** – Demande de ré-
vision de l'astreinte. – Effet rétroactif (non)
Cour d'appel, 1^{re} ch., 14 novembre 2018 19

Procédure sur requête unilatérale. – Référé-
rétractation. – Effets, dans la procédure
de rétractation, d'une élection de domicile
dans la requête unilatérale. – Conditions de
fond de l'octroi d'une mesure sur requête
unilatérale
Cour d'appel, 7^e ch., 27 février 2019,
note P.K. 22

Référé voie de fait. – Expert-comptable
chargé d'établir les comptes annuels d'une
société. – Droit de rétention exercé sur les
documents remis à l'expert. – Pouvoir d'ap-
préciation du juge des référés
Cour d'appel, 7^e ch., 20 mars 2019 25

Délai raisonnable. – Matière répressive. –
Abus de biens sociaux. – Point de départ du
délai. – Accumulation de retards dans l'ins-
truction du dossier. – Impossibilité d'exercer
les droits de la défense. – Dépassement du
délai sanctionné par l'irrecevabilité des
poursuites
Trib. arr. Luxembourg, 16^e ch.,
28 février 2019 27.

Chronique

Discours. – Communiqués – Dates retenues.



RÉFORMER LE DROIT DES CONTRATS ?

Analyse comparée autour du droit luxembourgeois

Sous la direction de : Pascal Ancel, André Prüm

Sur 5 thèmes clés du droit des contrats, mise en évidence des points
communs et des différences entre plusieurs systèmes juridiques.

> Collection de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université
du Luxembourg

904 p. • 70,00 € • Édition 2020

Découvrez tous nos ouvrages sur www.larcier.com

COMMANDES :

Votre libraire habituel • Par fax à +352 49 24 20 50

Ou à notre distributeur : Lefebvre Sarrut Belgium s.a.

Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve • Belgique

tél. 800 24 227 - fax (+352) 278 60731

orders@larcier.com



strada lex
LUXEMBOURG

LARCIER
LUXEMBOURG

KTS

ZEITSCHRIFT FÜR INSOLVENZRECHT

Herausgegeben von
Reinhard Bork, Hamburg
Christoph Becker, Augsburg
Alexander Bruns, Freiburg
Heinz Vallender, Köln

Aus dem Inhalt

Christian Berger
 Dingliche Sicherheiten für
 nachrangige Forderungen

*Stephan Madaus/Anna K. Wilke/
 Philipp Knauth*
 Erreichen die Anerkennungs-
 mechanismen des deutschen
 internationalen Insolvenzrechts den
 internationalen Standard?

Dominik Skauradszun
 Möglichkeiten und Grenzen der
 Anfechtung nach §§ 143 Abs. 3, 135
 Abs. 2 InsO bei Sicherheiten durch
 Schwestergesellschaften in deren
 Insolvenz



KTS 81. Jahrgang
 Heft 1 März 2020 S. 1–120
 ISSN 1432-461X
 Art.-Nr. 56529001

Carl Heymanns Verlag

1/2020

Inhalt

ABHANDLUNGEN

- Professor Dr. Christian Berger* 1
Dingliche Sicherheiten für nachrangige Forderungen
- Professor Dr. Stephan Madaus/Anna K. Wilke, LL.M. oec./Philipp Knauth*
Erreichen die Anerkennungsmechanismen des deutschen internationalen
Insolvenzrechts den internationalen Standard? Eine vergleichende Analyse
mit dem UNCITRAL Model Law on Cross-Border Insolvency
- Professor Dr. Dominik Skauradszun*
Möglichkeiten und Grenzen der Anfechtung nach §§ 143 Abs. 3, 135 Abs. 2
InsO bei Sicherheiten durch Schwestergesellschaften in deren Insolvenz

ENTSCHEIDUNGEN MIT ANMERKUNGEN

- Unterbrechung eines Prozesses um Unterlassungsklage wegen Emissionen –
BGH, Beschl. v. 16.05.2019 – V ZR 295/16 mit Anmerkung von
Professor Dr. Peter A. Windel
- Insolvenzverwalter oder Insolvenzgericht als Adressat der Rücknahme einer
Forderungsanmeldung; Anspruch des Grundstücksvermieters gegen den
insolventen Mieter auf Beseitigung einer Altlast als Insolvenz- oder Masse-
verbindlichkeit – BGH, Urt. v. 11.04.2019 – IX ZR 79/18 mit Anmerkung
von *Privatdozent Dr. Daniel Effer-Uhe*

BUCHBESPRECHUNGEN

- Dirk Hammes: Der Gläubigerausschuss in der Eigenverwaltung –
Rechtsstellung und besondere Verantwortung (*Professor Dr.
Jens M. Schmittmann*)
- Roman André Kowolik: Das Bail-in-Instrument. Hoheitlich angeordnete
Gläubigerhaftung bei der Abwicklung systemrelevanter Banken (*Professor
Dr. Jan Lieder, LL.M. [Harvard] und Diego Villegas*)
- Jan-Philipp Praß: Interessenkonflikte der Amtswalter im Gesellschaftsinsol-
venzverfahren (*Prof. Dr. Thomas Kaiser, Dipl.-Volkswirt*)

LITERATUR

- (im Anschluss an 2019, 487–496)

DOKUMENTATION

- Informationsblatt zur Pressemitteilung »Verkürzte Restschuldbefreiung auch
für überschuldete Verbraucherinnen und Verbraucher« vom 06.11.2019.

A 1

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE

RECUEIL
TRIMESTRIEL
DE LA
JURISPRUDENCE
LUXEMBOURGEOISE

Tome 39 – 4/2019
Fondé par Pierre Ruppert

Edité par l'a.s.b.l.

**PASICRISIE
LUXEMBOURGEOISE**

Cité judiciaire

L-2080 Luxembourg

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 4/2019

TABLE DES MATIERES

DOCTRINE

Les sociétés fictives dans la jurisprudence luxembourgeoise

par André Prüm, Professeur agrégé des facultés de droit de France, Professeur à l'Université du Luxembourg

349

JURISPRUDENCE

Action en justice

Demande non chiffrée – Recevabilité – Condition – Caractère déterminable du montant de la demande – Demande d'expertise aux fins de déterminer les causes de désordres et les remèdes – Demande implicite de dommages-intérêts pouvant être chiffrée à l'issue de la mesure d'instruction – NCPC, art. 54 et 432.

435

Chèque

Demande en paiement – Demande basée sur l'obligation de base – Preuve de la créance – Charge incombant au demandeur – Chèque valant comme commencement de preuve par écrit – C. civ., art. 1315 et 1347.

406

Droit pénal

1° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Victime – Grand âge – Critère exclusif (non) – Nécessité de démontrer une vulnérabilité particulière – C. pén., art. 493.

412

2° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Elément matériel – Conduire la victime à un acte matériel ou juridique ou une abstention qui lui est gravement préjudiciable – Préjudice effectif – Obligation de preuve (non) – C. pén., art. 493.

412

3° Abus de faiblesse – Eléments constitutifs – Elément moral – Volonté de l'acte et volonté du résultat – Volonté d'exploiter un état d'ignorance ou de faiblesse connu – C. pén., art. 493.

412

Faillite

Procédures collectives – Masse des créanciers – Etendue – Conséquences – Suspension des poursuites individuelles – Actions au nom de la masse – Monopole du mandataire judiciaire – Action en responsabilité – Exercice – Etendue – Cessation des pouvoirs du mandataire – Clôture de la procédure collective – C. com., art. 452.

430

Mandat

Fiducie – Obligations du fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire – Règles du mandat sans représentation et stipulations contractuelles – Prêt bancaire garanti par un contrat fiduciaire – Responsabilité contractuelle de la banque fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire pour défaut d'inscription d'une garantie prévue par le contrat de prêt – Exclusion par les stipulations du contrat fiduciaire – Absence de responsabilité – C. civ., art. 1142 ; Loi du 27 juillet 2003, art. 7 (1). 441

Preuve (matière civile et commerciale)

Facture acceptée – Effet – Présomption légale irréfragable d'existence de la créance – Domaine d'application – Contrat de vente – Contrat d'entreprise (non) – C. com., art. 109. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 359

Procédure civile

- 1° Exploit d'huissier – Société à responsabilité limitée – Défaut d'indication de l'organe représentatif – Nullité (non) – Loi du 10 août 1915, art. 191bis, alinéa 3 (actuel art. 710-15, alinéa 3). – **Avec les conclusions du Parquet général.** 359
- 2° Sursis à statuer – Règle « le criminel tient le civil en état » – Condition – Action publique intentée au sujet des mêmes faits – Modalités de mise en œuvre – C. proc. pén., art. 3, al. 2. 406
- 3° Constitution d'avocat – Dépôt à la charge du défendeur – Omission – Jugement rendu en l'absence du défendeur – Violation des droits de la défense (non) – Annulation de l'ordonnance de clôture (non) – NCPC, art. 197. 409
- 4° Parties à l'instance – Société – Changement d'état – Faillite – Cause d'interruption de l'instance (non) – NCPC, art. 489. 409
- 5° Ordonnance sur requête – Conditions – Nécessité qu'une mesure soit ordonnée à l'insu d'une partie – Notion – Interprétation restrictive – Portée – Notion susceptible de viser trois situations différentes – Nécessité de provoquer un effet surprise – Impossibilité d'identifier les personnes à charge desquelles les mesures sollicitées sont à exécuter – Extrême urgence – Portée – Crainte d'un péril grave et imminent – Nécessité d'une mesure immédiate – Inutilité, inefficacité ou impossibilité de recourir à la procédure de référé – NCPC, art. 66 et 934. 424
- 6° Acte introductif d'instance – Election de domicile – Portée – Signification ou notification des actes relatifs à la procédure à l'occasion de laquelle elle a été établie – Application – Ordonnance sur requête – Election de domicile par le demandeur – Election valant pour l'action en rétractation de la partie à l'insu de laquelle la mesure a été ordonnée – NCPC, art. 66, 155 et 192. 424
- 7° Compétence territoriale – Pluralité de défendeurs – Compétence territoriale de la juridiction du domicile de l'un des défendeurs – Condition – Prétention sérieuse du demandeur à une action directe et personnelle contre chacun des défendeurs – Identité de la question à juger – Identité d'objet des obligations, même si celles-ci découlent de conventions différentes – NCPC, art. 30. 424
- 8° Acte introductif d'instance – Nullité de forme – Nécessité d'un grief – Appréciation *in concreto* – Irrégularité dérangeant le cours normal de la procédure – Eventuelle difficulté d'exécution du jugement à intervenir due à l'indication d'une fausse adresse du demandeur – Insuffisance – NCPC, art. 264 al. 2. 441

Sécurité sociale

Allocation d'éducation – Conditions d'octroi – Condition tirée du versement d'allocations familiales – Condition supposant que le versement soit intervenu à juste titre – Condition supposant, partant, que le demandeur soit affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise au premier du mois, sauf pour le mois de naissance – Code de la sécurité sociale, art. 271 et 299. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

366

Serment décisoire

Recevabilité – Conditions – Faits pertinents et concluants – Version des faits de celui à qui le serment est déféré – C. civ., art. 1358 et 1360.

382

Sociétés commerciales

1° Société à responsabilité limitée – Représentation vis-à-vis des tiers – Publication de la nomination de l'organe au Registre de commerce et des sociétés – Obligation des tiers contractant avec la société de vérifier les pouvoirs des représentants habilités de la société tels que publiés au R.C.S. – Exclusion de la théorie du mandat apparent – Loi du 10 août 1915, art. 191bis, al. 4.

378

2° Cession d'actions entre actionnaires – Obligation de stipuler un prix – Prix négatif – Prix dérisoire – Conditions – Clause de garantie du passif – Notion – Incidence – C. civ., art. 1582 et 1591.

382

3° Abus de majorité – Notion – Rupture d'égalité entre des actionnaires au profit des majoritaires – Atteinte à l'intérêt social – Marge d'appréciation des organes sociaux – Contrôle marginal du juge – Mauvaise foi du majoritaire – Charge de la preuve – Contenu – C. civ., art. 1833 – Loi du 10 août 1915, art. 450-1.

390

Successions

1° Donations – Don manuel – Rapport – Preuve – Charge de la preuve – Héritiers tenus de prouver l'existence du don – Moyens de preuve – Liberté de la preuve – Présomption « En fait de meubles, la possession vaut titre » – Détenteur d'un bien – Détenteur contestant avoir reçu le bien à titre de don manuel – Présomption ne pouvant être invoquée contre un tel détenteur – C. civ., art. 843 et 2279. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

372

2° Testament – Révocation pour cause d'ingratitude – Délai d'action annal – Point de départ – Jour du délit – Exception – Cause de révocation constituant une infraction pénale – Jour du jugement de condamnation définitif du légataire – C. civ., art. 957 et 1047.

401

Transport

1° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Champ d'application – Contrat de commission – Relation entre le commissionnaire et le transporteur routier – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 1.

449

2° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Responsabilité du transporteur – Fin du contrat de transport – Livraison – Déchargement – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 17.

449

Travail

Démission du salarié – Caractère irrévocable – Impossibilité de modifier unilatéralement le délai de préavis indiqué dans l'acte de démission – C. trav., art. L. 124-4 et L. 124-6. 370-

T.V.A.

Contrat emportant perception de la TVA – Résolution du contrat – Anéantissement rétroactif du fait générateur de la taxe – C. civ., art. 1183 et 1184. 375

The cover features a white background with a large green shape on the right side. A horizontal band of green is positioned below the title. Below this, a blue band contains a green arch. The bottom of the cover is a white semi-circle containing the publisher's name and issue information.

REVUE DE
L'ARBITRAGE

COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

2019 - N° 4

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2019 – N° 4 – OCTOBRE-DÉCEMBRE

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
– Arbitrage et intelligence artificielle, par Jean-Baptiste RACINE	1025
– L'arbitrage et le droit européen de l'environnement, par Patrick THIEFFRY	1069
– L'intégration imparfaite de l'arbitrage d'investissement dans le droit de l'OHADA, par Walid BEN HAMIDA ...	1109
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
– Le jeu de l'article 1466 du CPC au secours de la sentence arbitrale : précisions sur la renonciation à se prévaloir d'un motif de nullité de la sentence, note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 19 décembre 2018, par Marie-Isabelle DELLEUR	1141
– Règle matérielle de validité de la convention d'arbitrage et autres principes de faveur à l'arbitrage, note sous Paris, 21 mai 2019, par Emmanuel GAILLARD	1151
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE :	
– Suisse, par Pierre-Yves TSCHANZ et Frank SPOORENBERG	1173

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	1199
BIBLIOGRAPHIE :	
— ROEBUCK (Derek), BOORMAN (Francis) et MARKLESS (Rhiannon), <i>English Arbitration and Mediation in the Long Eighteenth Century</i> , par Bruno DE LOYNES DE FUMICHON.....	1211
TABLES GÉNÉRALES.....	1219

RÉ

l'As
à P
Jér
Nap

292003

N°3

LA REVUE PRATIQUE
DU RECOUVREMENT

2020

Mars

Retrouvez dans ce numéro :

- *La tentative préalable obligatoire de résolution amiable, premières impressions pratiques, par Christophe PELISSIER*

ainsi que les rubriques d'actualités, les chroniques et les cahiers Droit et procédures

COLLECTION • DROIT ET PROCÉDURES



Version numérique incluse*



SOMMAIRE

01

p. 3

ACTUALITÉS

La tentative préalable obligatoire de résolution amiable, premières impressions pratiques

Par Christophe PELISSIER

p. 8

Procédure civile

Par Olivier SALATI

p. 11

Procédures civiles d'exécution

Par Rudy LAHER

p. 15

Le coin du praticien

02

p. 19

CHRONIQUES

Garanties du recouvrement

Par Olivier SALATI

03

p. 23

CAHIERS DROIT ET PROCÉDURES

Contrats de consommation

par Romain BOUNIOL

CEDAM

RIVISTA DI
DIRITTO PROCESSUALE

FONDATA NEL 1924 DA
G. CHIOVENDA, F. CARNELUTTI e P. CALAMANDREI

GIÀ DIRETTA DA
E.T. LIEBMAN, G. TARZIA e E.F. RICCI

DIRETTORI

C. PUNZI e B. CAVALLONE

COMITATO DI DIREZIONE

M. ACONE - G. BONGIORNO

C. CAVALLINI - V. COLESANTI

L.P. COMOGLIO - C. CONSOLO

G. COSTANTINO - C. FERRI

R.E. KOSTORIS - S. LA CHINA

S. MENCHINI - E. MERLIN

G. MONTELEONE - R. ORIANI

S. RECCHIONI - G. RUFFINI

A. SALETTI - L. SALVANESCHI

B. SASSANI - F. TOMMASEO

N. TROCKER - R. VACCARELLA

Novembre-Dicembre

2019

edicolaprofessionale.com/RDP



Wolters Kluwer

INDICE DEL FASCICOLO

Anno LXXIV (Seconda Serie) – N. 6 – Novembre-Dicembre 2019

ARTICOLI

- Andrea Proto Pisani, *Problemi del processo civile rivisti da un ottantenne* 1429
- Luca Lupária Donati, *Privacy, diritti della persona e processo penale* 1448
- Daniela Longo, *La consulenza tecnica preventiva ai fini conciliativi in materia di responsabilità medica e sanitaria* 1471
- Mattia Garavaglia, *Il controllo in cassazione sulla violazione della regola dell'onere della prova* 1499

STORIA E CULTURA DEL PROCESSO

- Bruno Cavallone, *Eraclito, l'elezione del Papa e il fumus boni iuris* 1521
- Enzo Vullo, *La Rivista di diritto processuale dal 1946 al 1965: continuità e innovazione* 1527

DIBATTITI

- Pasqualina Farina, *L'accesso delle donne alle carriere giuridiche. La difficile attuazione dell'art. 51 Cost.* 1545
- Rosa Palavera, *Perché il gioco continui: sul modello agonistico del processo* 1566

ATTUALITÀ LEGISLATIVA

- Andrea Giussani, *La riforma dell'azione di classe* 1572

NOTIZIE

- Martino Zulberti, *Il XXXII Congresso nazionale dell'Associazione italiana fra gli studiosi del processo civile* 1601
- Fondazione Enrico Redenti, *Bando di concorso Premio «Enrico Redenti»* 1602

RECENSIONI E SEGNALAZIONI

Opere segnalate: <i>Ferruccio Auletta</i> (G. Guarnieri); <i>Marcello Daniele, Roberto E. Kostoris (a cura di)</i> (E. Sacchetto); <i>Angelo Danilo De Santis</i> (M.F. Ghirga); <i>Olga Desiato</i> (R. Munhoz de Mello); <i>Cbiara Petrillo</i> (M. Zulberti); <i>Giorgio Giuseppe Poli</i> (T. M. Pezzani); <i>Andrea Proto Pisani</i> (C. Punzi); <i>Mario Sanino</i> (C. Punzi)	1603
--	------

NOTE ALLE SENTENZE

Laura Salvaneschi, <i>Il reclamo sul provvedimento di sospensione dell'efficacia esecutiva del titolo ex art. 615, comma 1°, c.p.c.</i>	1628
Maria Francesca Ghirga, <i>Sull'accertamento della nullità contrattuale</i>	1639
Giovanni Raiti, <i>Sull'onere della prova del fatto «licenziamento»</i>	1664

SENTENZE

<i>Opposizione all'esecuzione ex art. 615, comma 1°, c.p.c.</i> , provvedimento sull'istanza di sospensione dell'efficacia esecutiva del titolo, reclamabilità <i>ex art. 669 terdecies</i> c.p.c., sussistenza: Corte di cassazione, sez. un. civ., 23 luglio 2019, n. 19889	1617
<i>Opposizione all'esecuzione ex art. 615, comma 1°, c.p.c.</i> , proposizione di reclamo <i>ex art. 669 terdecies</i> c.p.c., avverso il provvedimento che decide dell'istanza di sospensione dell'efficacia esecutiva del titolo, competenza del tribunale cui appartiene il giudice monocratico o nel cui circondario ha sede il giudice di pace che ha emesso il provvedimento, sussistenza: Corte di cassazione, sez. un. civ., 23 luglio 2019, n. 19889	1617
<i>Domanda giudiziale</i> , domanda di accertamento della nullità di un contratto, natura di domanda autodeterminata, sussistenza: Corte di cassazione, sez. I civ., 18 giugno 2018, n. 16049	1638
<i>Nullità del contratto</i> , potere del giudice di rilevare d'ufficio un motivo di nullità diverso da quello fatto valere dall'attore, sussistenza: Corte di cassazione, sez. I civ., 18 giugno 2018, n. 16049	1638
<i>Onere della prova</i> , azione di impugnazione del licenziamento per sua intimazione senza l'osservanza della forma scritta, contestazione del datore di lavoro circa la sussistenza del fatto «licenziamento» e allegazione della cessazione del rapporto di lavoro per dimissioni del lavoratore, onere del lavoratore di provare il fatto «licenziamento», sussistenza: Corte di cassazione, sez. lav., 16 maggio 2019, n. 13195	1661

PANORAMI

Niccolò Nisivoccia, <i>Osservatorio sulla Corte costituzionale (processo civile: 1° settembre – 30 novembre 2019)</i>	1678
Alessia D'Addazio, <i>Osservatorio sulla Cassazione Civile</i>	1680
INDICE DEL VOLUME SETTANTAQUATTRESIMO - Seconda Serie, 2019	1709

FOKUS Sanierung

• ZInsO FOKUS – Außergerichtliche Sanierung und Restrukturierung

2020 – Cassandras Blick in die Glaskugel (S. 441)
 von Rechtsanwalt Dr. Volker Beissenhirtz LL.M. (London), CTP (Fellow, EACTP), Berlin

• ZInsO FOKUS – Präventiver Restrukturierungsrahmen

Erläuterung zur Stellungnahme der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V. zur Umsetzung der EU-Richtlinie zum präventiven Restrukturierungsrahmen (S. 465)
 vom Vorstand der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V.

• ZInsO FOKUS – Sanierung in der Insolvenz

Die Neufassung des IDW S 2 „Anforderungen an Insolvenzpläne“ (S. 466)
 von Rechtsanwalt Martin Lambrecht, Düsseldorf und Rechtsanwalt Jens Weber, Frankfurt/M

Gewerbeuntersagung wegen Unzuverlässigkeit, weil die Antragstellerin ihr Gewerbe trotz zahlreicher Eintragungen im Schuldnerverzeichnis ohne ausreichendes Sanierungskonzept fortgeführt hat (S. 469)
 OVG NRW, Beschl. v. 5. 2. 2020 – 4 B 1589/19

Irrtum über Zahlungsunfähigkeit als Tatbestandsirrtum (S. 470)
 AG Frankfurt/O., Urt. v. 29. 10. 2019 – 412 Ds 237 Js 28566/15 (136/17) (n. rkr.)

• ZInsO FOKUS – Statistiken, Berichte

IDW Standard: Anforderungen an Insolvenzpläne (IDW S 2) (S. 473)

Stellungnahme der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V. zur Richtlinie über präventive Restrukturierungsrahmen (Richtlinie [EU] 2019/1023 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20.6.2019) (S. 488)
 von der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V., an International Affiliate of the Turnaround Management Association

Walters Kluwer Deutschland GmbH, Luxemburger Straße 449, 50939 Köln
 Presse International, 46793
 2992974 / 1 / 1
 Max-Planck Institute Luxemb.
 Libray Periodicals
 4 Rue Alphonse Weicker
 2721 LUXEMBOURG
 LUXEMBURG



Schriftleitung: Andreas Ziegenhagen

Carl Heymanns Verlag



Herausgeber:

Prof. Dr. Christian Berger • RA Dr. Susanne Berner • Michael Bretz • RA Dr. Christian Brünkmans • RA Dr. Jan de Weerth • Prof. Dr. Ulrich Foerste • RA Dr. Michael C. Frege • RiAG Frank Frind • RiBGH Prof. Dr. Markus Gehrlein • Prof. Dr. Hugo Grote • RA Dr. Andreas Henkel • WP/StB Michael Hermanns • Prof. Dr. Heribert Hirte • RA Martin Horstkotte • Präs. LG a.D. Prof. Dr. Michael Huber • RA Peter J. Hütten • RiAG Dr. Peter Laroche • Prof. Dr. Wolfgang Marotzke • Prof. Dr. Torsten Martini • Prof. Dr. Sebastian Mock • RA Patrick Mückl • Prof. Dr. Bettina Nunner-Krautgasser • RA Dr. Manfred Obermüller • Vors. RiOLG Dr. Dietmar Onusseit • RA Prof. Dr. Klaus Pannen • RiBGH Prof. Dr. Gerhard Pape • RA Dr. Christoph Poertzgen • RA Stephan Ries • Prof. Dr. Thomas Rönnau • Vors. RiOLG Katrin von Rossum • Prof. Dr. Jessica Schmidt • RA Ralph Veil • RiBGH a.D. Gerhard Vill • OStA Raimund Weyand

Inhaltsverzeichnis**ZInsO FOKUS – Hintergründe und Aktuelles****ZInsO-Beilage: Insolvenzreport 10/2020****ZInsO FOKUS – Editorial**

ZInsO FOKUS – Schriftleitung	441
------------------------------------	-----

ZInsO FOKUS – Außergerichtliche Sanierung und Restrukturierung

2020 – Cassandras Blick in die Glaskugel	441
--	-----

von Rechtsanwalt Dr. Volker Beissenhirtz LL.M. (London), CTP (Fellow, EACTP), Berlin

ZInsO FOKUS – Präventiver Restrukturierungsrahmen

Erläuterung zur Stellungnahme der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V. zur Umsetzung der EU-Richtlinie zum präventiven Restrukturierungsrahmen	465
--	-----

vom Vorstand der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V.

ZInsO FOKUS – Sanierung in der Insolvenz

Die Neufassung des IDW S 2 „Anforderungen an Insolvenzpläne“	466
--	-----

von Rechtsanwalt Martin Lambrecht, Düsseldorf und Rechtsanwalt Jens Weber, Frankfurt/M

• **Rechtsprechung**

Gewerbeuntersagung wegen Unzuverlässigkeit, weil die Antragstellerin ihr Gewerbe trotz zahlreicher Eintragungen im Schuldnerverzeichnis ohne ausreichendes Sanierungskonzept fortgeführt hat	469
--	-----

OVG NRW, Beschl. v. 5. 2. 2020 – 4 B 1589/19

Irrtum über Zahlungsunfähigkeit als Tatbestandsirrtum	470
---	-----

AG Frankfurt/O., Urt. v. 29. 10. 2019 – 412 Ds 237 Js 28566/15 (136/17) (n. rkr.)

(Keine) Bestimmung der örtlichen Zuständigkeit des Insolvenzgerichts allein aufgrund des GmbH-Satzungssitzes: Mittelpunkt der Geschäftstätigkeit nach außen maßgeblich	472
--	-----

OLG Brandenburg, Beschl. v. 21. 6. 2019 – 1 AR 16/19 (SA Z)

Pflichtverletzung eines Sparkassenvorstands durch Gewährung von nicht marktkonformem Sanierungskredit	472
---	-----

OLG Brandenburg, Urt. v. 27. 8. 2018 – 1 U 18/11

ZInsO FOKUS – Statistiken, Berichte

IDW Standard: Anforderungen an Insolvenzpläne (IDW S 2)	473
---	-----

Stellungnahme der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V. zur Richtlinie über präventive Restrukturierungsrahmen (Richtlinie [EU] 2019/1023 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20.6.2019)	488
<i>von der Gesellschaft für Restrukturierung – TMA Deutschland e.V., an International Affiliate of the Turnaround Management Association</i>	
Vierter deutsch-französischer Sanierungsgipfel: Austausch zur Umsetzung der Europäischen Restrukturierungsrichtlinie	494
<i>von Avocat & Rechtsanwalt Ronan Dugué, Achem, Paris</i>	

Mit dieser Ausgabe verteilen wir Beilagen folgender Unternehmen: Verlag C.H. Beck oHG.

Wir bitten um freundliche Beachtung.

Ehemalige Herausgeber:

Vors. RiLAG a.D. Ernst-Dieter Berscheid • RiBGH a.D. Hans-Peter Kirchhof • Vors. RiBGH a.D. Dr. Gerhart Kreft • RA Dr. Karen Kuder • RA Dr. Norbert Küpper • Prof. Udo Hintzen • RA Wolfgang Wutzke • RA Dr. Karsten Förster • RA Martin Notthoff • Dipl.-Kfm./StB Gerd Scholten • RiBGH a.D. Prof. Dr. Lutz Strohn

Urheber- und Verlagsrechte:

Annahme nur von Originalaufsätzen, die ausschließlich dem Verlag zur Alleinverwertung in allen Medien angeboten werden. Mit der Annahme des Manuskripts durch den Verlag überträgt der Autor dem Verlag für die Dauer von vier Jahren das ausschließliche, danach das einfache Nutzungsrecht. Das Nutzungsrecht umfasst insbesondere auch die Befugnis zur Einspeicherung in Datenbanken sowie zur weiteren Vervielfältigung im Wege fotomechanischer oder elektronischer Verfahren, einschl. Disketten, CD-ROM, DVD und Online-Diensten.

Die Zeitschrift und alle in ihr enthaltenen Beiträge und Abbildungen sind urheberrechtlich geschützt. Mit Ausnahme der gesetzlich zugelassenen Fälle ist eine Verwertung ohne Einwilligung des Verlages unzulässig.

IMPRESSUM

Wolters Kluwer Deutschland GmbH
Carl Heymanns Verlag
Luxemburger Str. 449, 50939 Köln
<http://www.wolterskluwer-online.de/insolvenzrecht>

Kundenservice: (0 26 31) 801-22 22

Erscheinungsweise: wöchentlich

Anzeigenverkauf: Janosch Kleibrink

Telefon: (02 21) 9 43 73-77 19

E-Mail: Janosch.Kleibrink@wolterskluwer.com

Anzeigendisposition: Karin Odening

Telefon (02 21) 9 43 73-77 60

E-Mail: anzeigen@wolterskluwer.com

Schriftleiter: Rechtsanwalt, Wirtschaftsprüfer, Steuerberater
Andreas Ziegenhagen; Rechtsanwalt Prof. Dr. iur. Hans Haarmeyer
E-Mail: ZInsO.redaktion@wolterskluwer.com
Manuskripte und Urteileinreichungen erbeten an die Redaktion

Redaktion: Anke Losch, Kathrin Gehrlein

Luxemburger Str. 449, 50939 Köln

Telefon: (02 21) 9 43 73-70 69

E-Mail: ZInsO.redaktion@wolterskluwer.com

Einsendung von Entscheidungen

Eingesandte Entscheidungen werden nur dann zur Veröffentlichung angenommen, wenn sie zuvor anonymisiert worden sind.

Bezugspreis zzgl. Versandkosten

Jahresabonnement: € 738,00

Preis für das Einzelheft: € 29,00

Kündigungsfrist:

6 Wochen zum Ende des Bezugsjahres

Herstellung: Williams Lea & Tag GmbH, München

ISSN 2568-6380

In dieser Ausgabe:

• ZInsO-Editorial

Anschwellender Bocksgesang (S. 501)
von Professor Dr. Hans Haarmeyer, Bonn

• ZInsO-Aufsätze

Aus aktuellem Anlass: Zu den Plänen einer Reform des Insolvenzverwalter-Vergütungsrechts – längst überfällig oder einfach Schmälerung der Masse? (S. 502)

von Dipl.-Rpfl. (FH) Stefan Lissner, Konstanz

Aktuelle Rechtsprechung zur Insolvenzanfechtung von Mietzahlungen (S. 515)

von Rechtsanwalt Charalambos Bograkos und Steffen Sachse, Wirtschaftsjurist (LL.B.), Berlin

• ZInsO-Rechtsprechungsreport

Versagungsantrag zur Restschuldbefreiung nur für Insolvenzgläubiger (S. 521)
BGH, Beschl. v. 13. 2. 2020 – IX ZB 55/18

Kollisionsrechtliche Anknüpfung für Anspruch des Insolvenzverwalters auf Rückgewähr von Zahlung eines Dritten aus Chartervertrag über Binnenschiff (S. 523)

BGH, Beschl. v. 23. 1. 2020 – IX ZR 94/19

Ort der Akteneinsicht durch einen Insolvenzverwalter (S. 525)

BFH, Beschl. v. 28. 11. 2019 – X B 132/19

Pflichtverletzung eines Sparkassenvorstands durch Gewährung von nicht marktkonformen Sanierungskredit (S. 530)

OLG Brandenburg, Urt. v. 27. 8. 2018 – 1 U 18/11

Voraussetzungen zur Abschöpfung von Taterträgen gegenüber Dritten (S. 537)

OLG Düsseldorf, Beschl. v. 28. 11. 2019 – III-1 Ws 233-237/19

m. Anm. Bittmann

(Keine) Insolvenzanfechtung von im Schneeballsystem an geschädigten Anleger geleisteten Scheingewinnen (S. 548)

LG Tübingen, Urt. v. 4. 2. 2020 – 5 O 238/19

Verletzung des Transparenzgebots bei Ausgabe einer Namensschuldverschreibung (S. 554)

BGH, Urt. v. 16. 1. 2020 – IX ZR 351/18

„Deckelung“ des steuerlichen Wertansatzes für Rückstellungen auch bei Anwendung des BilMoG auf (niedrigeren) Handelsbilanzwert (S. 558)

BFH, Urt. v. 20. 11. 2019 – XI R 46/17

Bestimmung des zur Insolvenzmasse gehörenden pfändbaren Teils von verschleiertem Arbeitseinkommen bei Tätigkeit im familiären (Klein-)Betrieb (S. 562)

OLG Dresden, Endurt. v. 19. 11. 2019 – 4 U 1186/19

Herausgeber:

Prof. Dr. Christian Berger

RA Dr. Susanne Berner

Michael Bretz

RA Dr. Christian Brünkmans

RA Dr. Jan de Weerth

Prof. Dr. Ulrich Foerste

RA Dr. Michael C. Frege

RiAG Frank Frind

RiBGH Prof. Dr. Markus Gehrlein

Prof. Dr. Hugo Grote

RA Dr. Andreas Henkel

WP/StB Michael Hermanns

Prof. Dr. Heribert Hirte

RA Martin Horstkotte

Präs. LG a.D. Prof. Dr. Michael Huber

RA Peter J. Hützen

RiAG Dr. Peter Laroche

Prof. Dr. Wolfgang Marotzke

RA Prof. Dr. Torsten Martini

Prof. Dr. Sebastian Mock

RA Dr. Patrick Mückl

Prof. Dr. Bettina Nunner-Krautgasser

RA Dr. Manfred Obermüller

Vors. RiOLG Dr. Dietmar Onusseit

RA Prof. Dr. Klaus Pannen

RiBGH a.D. Prof. Dr. Gerhard Pape

RA Dr. Christoph Poertzen

RA Stephan Ries

Prof. Dr. Thomas Rönnau

Vors. RiOLG Katrin van Rossum

Prof. Dr. Jessica Schmidt

RA Ralph Veil

RiBGH a.D. Gerhard Vill

OStA Raimund Weyand

Schriftleiter:

RA Prof. Dr. Hans Haarmeyer



Inhaltsverzeichnis

ZInsO-Aktuell

ZInsO-Beilage: Insolvenzreport 11/2020

ZInsO-Editorial

Anschwellender Bocksgesang	501
<i>von Professor Dr. Hans Haarmeyer, Bonn</i>	

ZInsO-Aufsätze

Aus aktuellem Anlass: Zu den Plänen einer Reform des Insolvenzverwalter-Vergütungsrechts – längst überfällig oder einfach Schmälerung der Masse?	502
<i>von Dipl.-Rpfl. (FH) Stefan Lissner, Konstanz</i>	
Aktuelle Rechtsprechung zur Insolvenzanfechtung von Mietzahlungen	515
<i>von Rechtsanwalt Charalambos Bograkos und Steffen Sachse, Wirtschaftsjurist (LL.B.), Berlin</i>	

ZInsO-Bücher- und Zeitschriftenreport

In dieser Rubrik geben wir eine Übersicht über die wichtigsten und interessantesten Veröffentlichungen aus dem Bereich des Insolvenzrechts	519
--	-----

Diese Ausgabe enthält eine Rezension zu folgendem Titel:
Joachim Bauer, Die GmbH in der Krise, Rechts- und Haftungsfragen der Unternehmenssanierung, Insolvenzgesellschaftsrecht

ZInsO-Rechtsprechungsreport

Entscheidungsreport

• Insolvenzrecht

Versagungsantrag zur Restschuldbefreiung nur für Insolvenzgläubiger	521
<i>BGH, Beschl. v. 13. 2. 2020 – IX ZB 55/18</i>	
Kollisionsrechtliche Anknüpfung für Anspruch des Insolvenzverwalters auf Rückgewähr von Zahlung eines Dritten aus Chartervertrag über Binnenschiff	523
<i>BGH, Beschl. v. 23. 1. 2020 – IX ZR 94/19</i>	
Ort der Akteneinsicht durch einen Insolvenzverwalter	525
<i>BFH, Beschl. v. 28. 11. 2019 – X B 132/19</i>	
Örtlicher Gerichtsstand bei negativer Feststellungsklage des Insolvenzverwalters über Nichtbestehen von Sicherungsrechten aus Gesellschafterdarlehen gegenüber mehreren Streitgenossen	528
<i>OLG Brandenburg, Beschl. v. 30. 9. 2019 – 1 AR 34/19</i>	
(Keine) Bestimmung der örtlichen Zuständigkeit des Insolvenzgerichts allein aufgrund GmbH-Satzungssitzes: Mittelpunkt der Geschäftstätigkeit nach außen maßgeblich	529
<i>OLG Brandenburg, Beschl. v. 21. 6. 2019 – 1 AR 16/19 (SA Z)</i>	
Pflichtverletzung eines Sparkassenvorstands durch Gewährung von nicht marktkonformem Sanierungskredit	530
<i>OLG Brandenburg, Urt. v. 27. 8. 2018 – 1 U 18/11</i>	
Voraussetzungen zur Abschöpfung von Taterträgen gegenüber Dritten	537
<i>OLG Düsseldorf, Beschl. v. 28. 11. 2019 – III-1 Ws 233-237/19</i> <i>m. Anm. Bittmann</i>	
Zu den Voraussetzungen einer Anerkennung von Gewerbesteuerforderungen aus Verkauf durch die Insolvenzschildnerin als Masseverbindlichkeit	541
<i>OLG Karlsruhe, Urt. v. 7. 2. 2020 – 4 U 167/18 (n. rkr.)</i>	

Unterlassungsanspruch des Insolvenzverwalters gegenüber sich Ansprüche gegen Anlage(verwaltungs)gesellschaft berührenden Anlegers im Containermodell	545
<i>OLG Köln, Beschl. v. 4. 12. 2019 – 2 U 31/19</i>	
(Keine) Insolvenzanfechtung von im Schneeballsystem an geschädigten Anleger geleisteten Scheingewinnen	548
<i>LG Tübingen, Urt. v. 4. 2. 2020 – 5 O 238/19</i>	
Streichung von einer Vorauswahlliste	551
<i>AG Potsdam, Beschl. v. 13. 12. 2019 – 376 E/2-94</i>	
Umsatzsteuer aus Zahlungen von Drittschuldern an Insolvenzschuldner keine Masseverbindlichkeiten	551
<i>FG Hessen, Urt. v. 19. 11. 2019 – 6 K 1571/18 (n. rkr.)</i>	
• <u>Insolvenzkapitalmarktrecht</u>	
Verletzung des Transparenzgebots bei Ausgabe einer Namensschuldverschreibung	554
<i>BGH, Urt. v. 16. 1. 2020 – IX ZR 351/18</i>	
Geltendmachung von Haftungsansprüchen gegen eine Dach-KG	556
<i>LG Aurich, Urt. 8. 11. 2019 – 6 O 160/19 (n. rkr.)</i>	
• <u>Insolvenzsteuerrecht</u>	
„Deckelung“ des steuerlichen Wertansatzes für Rückstellungen auch bei Anwendung des BilMoG auf (niedrigeren) Handelsbilanzwert	558
<i>BFH, Urt. v. 20. 11. 2019 – XI R 46/17</i>	
• <u>Verbraucherinsolvenz und Restschuldbefreiung</u>	
Bestimmung des zur Insolvenzmasse gehörenden pfändbaren Teils von verschleiertem Arbeitseinkommen bei Tätigkeit im familiären (Klein-)Betrieb	562
<i>OLG Dresden, Endurt. v. 19. 11. 2019 – 4 U 1186/19</i>	

Mit dieser Ausgabe verteilen wir Beilagen folgender Unternehmen: C.F. Müller GmbH.

Wir bitten um freundliche Beachtung.

HERAUSGEBER

Herausgeber:

Prof. Dr. Christian Berger • RA Dr. Susanne Berner • Michael Bretz • RA Dr. Christian Brünkmans • RA Dr. Jan de Weerth • Prof. Dr. Ulrich Foerste • RA Dr. Michael C. Frege • RiAG Frank Frind • RiBGH Prof. Dr. Markus Gehrlein • Prof. Dr. Hugo Grote • RA Dr. Andreas Henkel • WP/StB Michael Hermanns • Prof. Dr. Heribert Hirte • RA Martin Horsikotte • Präs. LG a.D. Prof. Dr. Michael Huber • RA Peter J. Hützen • RiAG Dr. Peter Laroche • Prof. Dr. Wolfgang Marotzke • RA Prof. Dr. Torsten Martini • PD Dr. Sebastian Mock • RA Patrick Mückl • Prof. Dr. Bettina Nunner-Krautgasser • RA Dr. Manfred Obermüller • Vors. RiOLG Dr. Dietmar Onusseit • RA Prof. Dr. Klaus Pannen • RiBGH a.D. Prof. Dr. Gerhard Pape • RA Dr. Christoph Poertzgen • RA Stephan Ries • Prof. Dr. Thomas Rönnau • Vors. RiOLG Katrin van Rossum • Prof. Dr. Jessica Schmidt • RA Ralph Veil • RiBGH a.D. Gerhard Vill • OStA Raimund Weyand

Schriftleitung:

RA Prof. Dr. Hans Haarmeyer

Gründungsherausgeber:

RiBGH a.D. Hans-Peter Kirchof • Vors. RiBGH a.D. Dr. Gerhart Kreft • Vors. RiLAG a.D. Ernst-Dieter Berscheid • RiBGH Prof. Dr. Gerhard Pape • Prof. Udo Hintzen • Prof. Dr. Heribert Hirte • RA Dr. Manfred Obermüller • RA Wolfgang Wutze • RA Dr. Karsten Förster • Michael Bretz • Prof. Dr. Hugo Grote • RA Martin Notthoff • Dipl.-Kfm./StB Gerd Scholten • OStA Raimund Weyand – **Ehemalige Herausgeber:** • RA Dr. Karen Kuder • RA Dr. Norbert Küpper • RiBGH a.D. Prof. Dr. Lutz Strohn

Urheber- und Verlagsrechte:

Annahme nur von Originalaufsätzen, die ausschließlich dem Verlag zur Alleinverwertung in allen Medien angeboten werden. Mit der Annahme des Manuskripts durch den Verlag überträgt der Autor dem Verlag für die Dauer von vier Jahren das ausschließliche, danach das einfache Nutzungsrecht. Das Nutzungsrecht umfasst insbesondere auch die Befugnis zur Einspeicherung in Datenbanken sowie zur weiteren Vervielfältigung im Wege fotomechanischer oder elektronischer Verfahren, einschl. Disketten, CD-ROM, DVD und Online-Diensten.

Die Zeitschrift und alle in ihr enthaltenen Beiträge und Abbildungen sind urheberrechtlich geschützt. Mit Ausnahme der gesetzlich zugelassenen Fälle ist eine Verwertung ohne Einwilligung des Verlages unzulässig.

IMPRESSUM

Wolters Kluwer Deutschland GmbH
Carl Heymanns Verlag
Luxemburger Str. 449, 50939 Köln
<http://www.wolterskluwer-online.de/insolvenzrecht>

Kundenservice: (0 26 31) 801-22 22

Erscheinungsweise: wöchentlich

Anzeigenverkauf: Janosch Kleibrink

Telefon: (02 21) 9 43 73-77 19

E-Mail: Janosch.Kleibrink@wolterskluwer.com

Anzeigendisposition: Karin Odening

Telefon (02 21) 9 43 73-77 60

E-Mail: anzeigen@wolterskluwer.com

Schriftleiter: Rechtsanwalt Prof. Dr. iur. Hans Haarmeyer

E-Mail: hans.haarmeyer@t-online.de

Manuskripte und Urteileinreichungen erbeten an den Schriftleiter

Redaktion: Anke Losch, Kathrin Gehrlein

Luxemburger Str. 449, 50939 Köln

Telefon: (02 21) 9 43 73-70 69

E-Mail: ZInsO.redaktion@wolterskluwer.com

Einsendung von Entscheidungen

Eingesandte Entscheidungen werden nur dann zur Veröffentlichung angenommen, wenn sie zuvor anonymisiert worden sind.

Bezugspreis zzgl. Versandkosten

Jahresabonnement: € 738,00

Preis für das Einzelheft: € 29,00

Kündigungsfrist:

6 Wochen zum Ende des Bezugsjahres

Herstellung: Williams Lea & Tag GmbH, München

ISSN 2568-6380

19. März 2020

23. Jahrgang

Seite 565 bis 628

Zeitschrift für das gesamte Insolvenz- und Sanierungsrecht

In dieser Ausgabe:

• ZInsO-Aufsätze

Publikumsanlagefonds und Internationales Privatrecht in der Judikatur des EuGH (S. 565)*von Dr. Friedrich L. Cranshaw, Mannheim***Die volle Entschuldung nach der Restrukturierungsrichtlinie insbesondere in Bezug auf Masseverbindlichkeiten (S. 580)***von Rechtsanwalt/Insolvenzverwalter Henning Sämisch und Stud. Mitarb. Theresa Haug, Kanzlei SHNF, Hamburg***BGH stellt klar: Einziehung beim Täter auch nach Weiterleitung des Tatertrags vom Drittempfänger zulässig (S. 582)***von Richterin am Landgericht Dr. Sohré Tschakert, Lübeck*

• ZInsO-Dokumentation

Entwurf eines Gesetzes zur Änderung der Insolvenzordnung (S. 585)

• ZInsO-Rechtsprechungsreport

Staatliche Beihilfe für in finanziellen Schwierigkeiten befindliches Unternehmen (S. 591)
*EuGH, Urt. v. 19. 12. 2019 – C-385/18***Einziehung beim Täter auch nach Weiterleitung des Tatertrags vom Drittempfänger (S. 598)**
*BGH, Urt. v. 28. 11. 2019 – 3 StR 294/19***Vorgerichtliche Auslagen der Staatskasse in Strafverfahren gegenüber verurteiltem Kostenschuldner keine Insolvenzforderung (S. 603)**
*OLG Celle 2. Strafsenat, Beschl. v. 10. 2. 2020 – 2 Ws 43/20***Eigenverantwortlichkeit der Mitglieder eines Gläubigerausschusses zur rechtzeitigen Geltendmachung ihrer Vergütungsansprüche (S. 604)**
*LG Hamburg, Urt. v. 14. 2. 2020 – 322 O 321/19***(Kein) Rückschluss auf Kenntnis von (drohender) Zahlungsunfähigkeit wegen wiederholter Nichtbedienung von Darlehnsforderung aufgrund Rücklastschriften (S. 608)**
*LG Nürnberg-Fürth, Endurt. v. 11. 11. 2019 – 6 O 3391/19***Recht des Betriebserwerbers zur Kündigung teilmitbestimmter Betriebsvereinbarung (S. 617)**
*BAG, Urt. v. 19. 11. 2019 – 1 AZR 386/18***(Keine) Beendigung von umsatzsteuerlicher Organschaft allein aufgrund Anordnung vorläufiger Eigenverwaltung unter Bestellung vorläufigen Sachwalters und Anordnung nach § 21 Abs. 2 Satz 1 Nr. 3 InsO (S. 620)**
*BFH, Urt. v. 27. 11. 2019 – XI R 35/17***Aufrechnung des Finanzamts mit Umsatzsteuer-Erstattungsansprüchen bei nicht erkannter Organschaft im Insolvenzverfahren zulässig (S. 626)**
BFH, Urt. v. 15. 10. 2019 – VII R 31/17

Herausgeber:

Prof. Dr. Christian Berger

RA Dr. Susanne Berner

Michael Bretz

RA Dr. Christian Brünkmans

RA Dr. Jan de Weerth

Prof. Dr. Ulrich Foerste

RA Dr. Michael C. Frege

RiAG Frank Frind

RiBGH Prof. Dr. Markus Gehrlein

Prof. Dr. Hugo Grote

RA Dr. Andreas Henkel

WP/StB Michael Hermanns

Prof. Dr. Heribert Hirte

RA Martin Horstkotte

Präs. LG a.D. Prof. Dr. Michael Huber

RA Peter J. Hützen

RiAG Dr. Peter Laroche

Prof. Dr. Wolfgang Marotzke

RA Prof. Dr. Torsten Martini

Prof. Dr. Sebastian Mock

RA Dr. Patrick Mückl

Prof. Dr. Bettina Nunner-Krautgasser

RA Dr. Manfred Obermüller

Vors. RiOLG Dr. Dietmar Onusseit

RA Prof. Dr. Klaus Pannen

RiBGH a.D. Prof. Dr. Gerhard Pape

RA Dr. Christoph Poertzgen

RA Stephan Ries

Prof. Dr. Thomas Rönnau

Vors. RiOLG Katrin van Rossum

Prof. Dr. Jessica Schmidt

RA Ralph Veil

RiBGH a.D. Gerhard Vill

OSTa Raimund Weyand

Schriftleiter:

RA Prof. Dr. Hans Haarmeyer

Inhaltsverzeichnis

ZInsO-Aktuell

ZInsO-Beilage: Insolvenzreport 12/2020

ZInsO-Aufsätze

Publikumsanlagfonds und Internationales Privatrecht in der Judikatur des EuGH	565
<i>von Dr. Friedrich L. Cranshaw, Mannheim</i>	
Die volle Entschuldung nach der Restrukturierungsrichtlinie insbesondere in Bezug auf Masseverbindlichkeiten	580
<i>von Rechtsanwalt/Insolvenzverwalter Henning Sämisch und Stud. Mitarb. Theresa Haug, Kanzlei SHNF, Hamburg</i>	
BGH stellt klar: Einziehung beim Täter auch nach Weiterleitung des Tatertrags vom Drittempfänger zulässig	582
<i>von Richterin am Landgericht Dr. Sohre Tschakert, Lübeck</i>	

ZInsO-Dokumentation

Entwurf eines Gesetzes zur Änderung der Insolvenzordnung	585
---	-----

ZInsO-Bücher- und Zeitschriftenreport

In dieser Rubrik geben wir eine Übersicht über die wichtigsten und interessantesten Veröffentlichungen aus dem Bereich des Insolvenzrechts	588
--	-----

Diese Ausgabe enthält Rezensionen zu folgenden Titeln:
Marie-Luise Graf-Schlicker, InsO – Kommentar zur Insolvenzordnung
Helmut Satzger/Wilhelm Schluckebier, Strafprozessordnung

ZInsO-Rechtsprechungsreport

Entscheidungsreport

• Insolvenzrecht	
Staatliche Beihilfe für in finanziellen Schwierigkeiten befindliches Unternehmen	591
<i>EuGH, Urt. v. 19. 12. 2019 – C-385/18</i>	
Einziehung beim Täter auch nach Weiterleitung des Tatertrags vom Drittempfänger	598
<i>BGH, Urt. v. 28. 11. 2019 – 3 StR 294/19</i>	
Vorgerichtliche Auslagen der Staatskasse in Strafverfahren gegenüber verurteiltem Kostenschuldner keine Insolvenzforderung	603
<i>OLG Celle 2. Strafsenat, Beschl. v. 10. 2. 2020 – 2 Ws 43/20</i>	
Eigenverantwortlichkeit der Mitglieder eines Gläubigerausschusses zur rechtzeitigen Geltendmachung ihrer Vergütungsansprüche	604
<i>LG Hamburg, Urt. v. 14. 2. 2020 – 322 O 321/19</i>	
(Kein) Rückschluss auf Kenntnis von (drohender) Zahlungsunfähigkeit wegen wiederholter Nichtbedienung von Darlehnsforderung aufgrund Rücklastschriften	608
<i>LG Nürnberg-Fürth, Endurt. v. 11. 11. 2019 – 6 O 3391/19</i>	
• Gesellschaftsinsolvenzrecht	
Der Rückzahlungsanspruch einer AG gegenüber einem stillen Gesellschafter nach Kündigung des Vertrages	610
<i>LG Koblenz, Urt. v. 18. 2. 2020 – 3 HK O 13/19</i>	
• Insolvenzkapitalmarktrecht	
Unzulässiger Durchgriff bei einer doppelstöckigen Fondsgesellschaft	612
<i>LG Trier, Urt. v. 17. 2. 2020 – 4 O 153/19</i>	

• **Arbeits- und Sozialrecht**

Recht des Betriebserwerbers zur Kündigung teilmitbestimmter Betriebsvereinbarung 617
BAG, Urt. v. 19. 11. 2019 – I AZR 386/18

(Kein) Insolvenzgeldanspruch bei nach Betriebsübergang in arbeitsgerichtlichem Vergleich prozessbeendend erklärtem Verzicht auf verbleibendes Arbeitsentgelt 619
LSG Berlin-Brandenburg, Urt. v. 22. 1. 2010 – L 18 AL 120/18

• **Insolvenzsteuerrecht**

(Keine) Beendigung von umsatzsteuerlicher Organschaft allein aufgrund Anordnung vorläufiger Eigenverwaltung unter Bestellung vorläufigen Sachwalters und Anordnung nach § 21 Abs. 2 Satz 1 Nr. 3 InsO 620
BFH, Urt. v. 27. 11. 2019 – XI R 35/17

Aufrechnung des Finanzamts mit Umsatzsteuer-Erstattungsansprüchen bei nicht erkannter Organschaft im Insolvenzverfahren zulässig 626
BFH, Urt. v. 15. 10. 2019 – VII R 31/17

Mit dieser Ausgabe verteilen wir Beilagen folgender Unternehmen: Deutsches Institut für angewandtes Insolvenzrecht NWB Verlag GmbH & Co. KG; Wolters Kluwer Deutschland GmbH.

Wir bitten um freundliche Beachtung.

HERAUSGEBER

Herausgeber:

Prof. Dr. Christian Berger • RA Dr. Susanne Berner • Michael Bretz • RA Dr. Christian Brünkman • RA Dr. Jan de Weerth • Prof. Dr. Ulrich Foerste • RA Dr. Michael C. Frege • RiAG Frank Frind • RiBGH Prof. Dr. Markus Gehrlein • Prof. Dr. Hugo Grote • RA Dr. Andreas Henkel • WP/StB Michael Hermanns • Prof. Dr. Heribert Hirte • RA Martin Horstkotte • Präs. LG a.D. Prof. Dr. Michael Huber • RA Peter J. Hützen • RiAG Dr. Peter Laroche • Prof. Dr. Wolfgang Marotzke • RA Prof. Dr. Torsten Martini • PD Dr. Sebastian Mock • RA Patrick Mückl • Prof. Dr. Bettina Nunner-Krautgasser • RA Dr. Manfred Obermüller • Vors. RiOLG Dr. Diemar Onusseit • RA Prof. Dr. Klaus Pannen • RiBGH a.D. Prof. Dr. Gerhard Pape • RA Dr. Christoph Poertzen • RA Stephan Ries • Prof. Dr. Thomas Rönnau • Vors. RiOLG Katrin van Rossum • Prof. Dr. Jessica Schmidt • RA Ralph Veil • RiBGH a.D. Gerhard Vill • OStA Raimund Weyand

Schriftleitung:

RA Prof. Dr. Hans Haarmeyer

Gründungsherausgeber:

RiBGH a.D. Hans-Peter Kirchhof • Vors. RiBGH a.D. Dr. Gerhart Kreff • Vors. RiLAG a.D. Ernst-Dieter Berscheid • RiBGH Prof. Dr. Gerhard Pape • Prof. Udo Hintzen • Prof. Dr. Heribert Hirte • RA Dr. Manfred Obermüller • RA Wolfgang Wutzke • RA Dr. Karsten Förster • Michael Bretz • Prof. Dr. Hugo Grote • RA Martin Notthoff • Dipl.-Kfm./StB Gerd Scholten • OStA Raimund Weyand – **Ehemalige Herausgeber:** • RA Dr. Karen Kuder • RA Dr. Norbert Küpper • RiBGH a.D. Prof. Dr. Lutz Strohn

Urheber- und Verlagsrechte:

Annahme nur von Originalaufsätzen, die ausschließlich dem Verlag zur Alleinverwertung in allen Medien angeboten werden. Mit der Annahme des Manuskripts durch den Verlag überträgt der Autor dem Verlag für die Dauer von vier Jahren das ausschließliche, danach das einfache Nutzungsrecht. Das Nutzungsrecht umfasst insbesondere auch die Befugnis zur Einspeicherung in Datenbanken sowie zur weiteren Vervielfältigung im Wege fotomechanischer oder elektronischer Verfahren, einschl. Disketten, CD-ROM, DVD und Online-Diensten.

Die Zeitschrift und alle in ihr enthaltenen Beiträge und Abbildungen sind urheberrechtlich geschützt. Mit Ausnahme der gesetzlich zugelassenen Fälle ist eine Verwertung ohne Einwilligung des Verlages unzulässig.

IMPRESSUM

Wolters Kluwer Deutschland GmbH

Carl Heymanns Verlag

Luxemburger Str. 449, 50939 Köln

<http://www.wolterskluwer-online.de/insolvenzrecht>

Kundenservice: (0 26 31) 801-22 22

Erscheinungsweise: wöchentlich

Anzeigenverkauf: Janosch Kleibrink

Telefon: (02 21) 9 43 73-77 19

E-Mail: Janosch.Kleibrink@wolterskluwer.com

Anzeigendisposition: Karin Odening

Telefon (02 21) 9 43 73-77 60

E-Mail: anzeigen@wolterskluwer.com

Schriftleiter: Rechtsanwalt Prof. Dr. iur. Hans Haarmeyer

E-Mail: hans.haarmeyer@t-online.de

Manuskripte und Urteilsentwürfe erbeten an den Schriftleiter

Redaktion: Anke Losch, Kathrin Gehrlein

Luxemburger Str. 449, 50939 Köln

Telefon: (02 21) 9 43 73-70 69

E-Mail: ZInsO.redaktion@wolterskluwer.com

Einsendung von Entscheidungen

Eingesandte Entscheidungen werden nur dann zur Veröffentlichung angenommen, wenn sie zuvor anonymisiert worden sind.

Bezugspreis zzgl. Versandkosten

Jahresabonnement: € 738,00

Preis für das Einzelheft: € 29,00

Kündigungsfrist:

6 Wochen zum Ende des Bezugsjahres

Herstellung: Williams Lea & Tag GmbH, München

ISSN 2568-6380

Art.-Nr. 56626001
PVSt 5261

ZZP

Zeitschrift für Zivilprozess

ZZP Heft 1 (März) 2020
Band 133
Seiten 1-132

Herausgegeben von
Christoph Althammer,
Alexander Bruns,
Dieter Leipold,
Rolf Stürner

1 2020

Aus dem Inhalt

Prof. Dr. Christian Berger

»Kollektiver Rechtsschutz«: Das neue
Musterfeststellungsverfahren

Carl Heymanns Verlag

ZZP Zeitschrift für Zivilprozess

ZZP 133. Band · Heft 1 · 2020 · Seiten 1–132 · ISSN 0342-3468

Inhalt

Abhandlungen

- Prof. Dr. Christian Berger, LL.M.*
»Kollektiver Rechtsschutz«: Das neue Musterfeststellungsverfahren 3
- Dr. Patrick Meier*
Der Rechtsschutz gegen nichtige Titel 51
- Dr. Stefan Thönissen, LL.M. (Yale)*
Die juristische Aufarbeitung des VW-Dieselskandals in Deutschland und den USA – Gab es ein zivilprozessuales Rechtsschutzdefizit? 69
- Dr. David Ullenboom*
Die Ablehnung von Beweisanträgen im Zivilprozess 103

Rezensionen

- Loïc Cadiet/Burkhard Hess/Marta Requejo Isidro (Hrsg.): Approaches to Procedural Law (*Prof. Dr. Michael Sonntag, Würzburg*) 121
- Andreas Holzgreve: Ausländische Beweissicherungsverfahren im inländischen Prozess (*Dr. Lukas Rademacher, M.Jur. (Oxon.), Köln*) 126
- Sylvia Verena Lukas: Die Person mit unbekanntem Aufenthalt im zivilrechtlichen Erkenntnisverfahren (*Dr. Felix Berner, Uni Tübingen*) 129